

L'ORIENT-LE JOUR

Sociétés «L'ORIENT-LE JOUR» - Rue de la Banque du Liban - Im. de la Coopérative de Presse - Tél.: 320090-353694 - Télex: JAROR 42590 LE - B.P. Achrafieh 166495 - Beyrouth

66e ANNÉE - GEORGES NACCAÏCHE (1904-1972)

No 7716 - Lundi 5 Avril 1993

27e ANNÉE

1000
livres

REDACTION

ADMINISTRATION

DIRECTEUR: AMINE ABU-KHALED REDACTEUR EN CHEF: ISSA GORABE

DIRECTEUR: CAMILLE MENASSA

12
pages

LE PRÉSIDENT HRAOUI A REGAGNÉ BEYROUTH

Promesse séoudienne de contribution à la reconstruction du Liban

Sans grands résultats concrets, pour le moment, la brève visite du président Elias Hraoui, en Arabie Séoudite, samedi et dimanche, n'en était pas moins nécessaire.

LA BM SOUTIEND LE PROGRAMME DE RECONSTRUCTION DU GOUVERNEMENT

M. Carlo Koch-Weser, vice-président de la Banque mondiale (BM) pour la région du Moyen-Orient, est arrivé hier à Beyrouth pour une visite de plusieurs jours.

M. Koch-Weser examinera avec les responsables libanais les moyens de consolider la coopération entre l'institution financière internationale et le Liban ainsi que les dernières conditions nécessaires pour l'octroi du prêt de 175 millions de dollars promis par la BM. La Banque mondiale a annoncé qu'elle travaillait étroitement avec le gouvernement libanais pour soutenir le programme de reconstruction du pays.

SUITE PAGE 12

2 COMBATTANTS DU HEZBOLLAH ET UN MILICIEU DE L'ALS TUÉS, 6 SOLDATS ISRAËLIENS BLESSÉS

WEEK-END «CHAUD» AU LIBAN-SUD

La tension est montée d'un cran le week-end écoulé au Liban-Sud où deux combattants du Hezbollah et un milicien de l'Armée du Liban-Sud (ALS) ont été tués et six soldats israéliens blessés lors de deux opérations menées par la Résistance islamique, formation paramilitaire de Hezbollah. Quatre soldats israéliens ont été légèrement blessés par des tirs lors d'une opération anti-arabes hier soir aux abords de l'ancien fort croisé de Beaufort, dans le secteur central de la bande frontalière occupée par Israël.

L'opération anti-arabes a été revendiquée à Saida par la Résistance islamique.

Selon des sources de services de sécurité, les soldats israéliens sont tombés dans une embuscade tendue par les combattants de la Résistance, qui ont tiré sur la patrouille à l'arme automatique et

lancé des grenades antichar. Un véhicule militaire a pris feu. Hier soir, la milice israélienne a lancé plusieurs hélicoptères, notamment un Apache, vers le cours du fleuve Litani.

Samedi, deux combattants du Hezbollah et un milicien de l'ALS avaient été tués et deux soldats israéliens blessés lors d'un accrochage dans la bande frontalière occupée. L'après-midi avait eu lieu après que des combattants eurent attaqué une position israélienne à Beit-Lei.

L'artillerie de l'Armée du Liban-Sud avait ensuite pilonné plusieurs villages jouxtant la bande frontalière, notamment Zikhin (ou 8 habitations ont été détruites) et Jibail el-Ram.

Des combattants anti-israéliens avaient alors riposté en tirant plusieurs roquettes de type Katioucha en direction de batteries d'artillerie de l'ALS.

LE FATEH-CR MENACE «D'ELIMINER» LE COMMANDEMENT DE L'OLP

Le Fatah-Conseil révolutionnaire (Fateh-CR) d'Abou Nidal a menacé dimanche dans un communiqué «d'éliminer» le commandement de l'OLP qu'il accuse de trahison, trois jours après l'assassinat à Beyrouth d'un dirigeant du Fateh du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat.

Le Fateh-CR annonce la fin d'une médiation avec l'organisation de M. Arafat entamée après l'assassinat à Beyrouth, en juillet 1992, du porte-parole de la formation d'Abou Nidal, Wafiq Khaleel. Il se considère libéré des «engagements matériels et moraux» pris parallèlement à la médiation.

Le Fateh-CR, qui proclame son hostilité au processus de paix au Proche-Orient, affirme «capable d'éliminer la situation de trahison» que représente selon lui le commandement de l'OLP.

«Notre riposte à toute agression contre (à nos camarades) ne sera pas limitée à tel ou tel crime», ajoute le texte.

Le communiqué invite cheikh Assaad Bayoud Tamuni, qui dirige depuis Amman le Jihad islamique en Palestine - Beit al-Maqdes et qui était, selon le Fateh-CR, inter-

venu dans la médiation, de rompre ses liens avec le commandement de l'OLP et de publier un avis explicite contre cet «instrument de corruption».

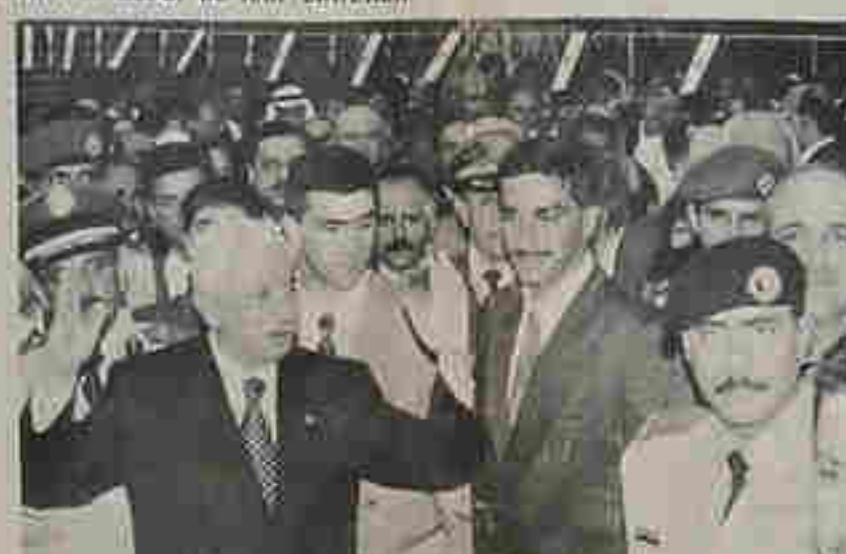
Le commandement du Fateh-CR intervient après l'assassinat jeudi en plein jour à Beyrouth d'un membre du commandement du Fateh au Liban, Younes Awad, suivi, 24 heures plus tard, d'un attentat manqué contre un responsable militaire de cette organisation au Liban-Sud.

Le Fateh, principale composante de l'OLP, avait imputé l'assassinat de Awad aux «agents des services de renseignements israéliens et arabes» et appelé «tous les hommes sincères à intervenir immédiatement pour mettre fin à ce bain de sang avant qu'il ne soit trop tard».

Le commandement en chef des forces du Fateh, Moumin Magdahi, s'était prononcé contre la poursuite du cycle de violence qui a repris en mars dernier après une trêve de cinq mois entre les deux formations. «Nous pouvons abattre (à notre tour) des responsables, mais nous ne nous laisserons pas piéger», avait-il déclaré.



Au palais royal de Djeddah: le roi Fahd et le président Hraoui, avant le début de leur entretien.



Ovation pour le président Hraoui à l'ambassade du Liban, à Djeddah.

SUITE PAGE 12

LA COOPERATION ECONOMIQUE AU CENTRE DES ENTRETIENS DE BOUEIZ AVEC L'EMIR DU QATAR

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE CRITIQUE LA «PARTIALITE» DES USA

Le chef de la diplomatie, M. Fawzi Boueiz, a quitté hier Qatar pour la Chine au terme d'une visite de quatre jours au cours de laquelle il a évoqué avec les responsables qatariotes les relations bilatérales et le processus de paix au Proche-Orient.

Ainsi, l'emir du Qatar, cheikh Khalifa Ben Hamad al-Thani, a reçu samedi à Doha M. Boueiz avec lequel il a abordé les moyens de développer les relations bilatérales, a rapporté l'agence qatariote QNA.

Cheikh Khalifa et M. Boueiz ont également passé en revue le processus de paix au Proche-Orient avant la reprise de la 9e session des négociations bilatérales prévue en principe le 20 avril à Washington et la «nécessité d'appliquer la résolution 425 du Conseil de Sécurité de l'ONU (1978), demandant un retrait israélien du sud du Liban».

L'entretien avec l'emir Khalifa s'est déroulé en présence du prince héritier et ministre de la

Défense, cheikh Hamad Ben Khalifa al-Thani, du ministre des Affaires étrangères, cheikh Hamad Ben Jassem Ben Juh al-Thani, ainsi que de l'ambassadeur du Liban à Doha, M. Adnan Badra.

Cette réunion a constitué la première activité officielle de l'emir depuis dix jours en raison d'un problème de santé qui l'avait empêché de recevoir trois chefs d'Etat qui ont visité son pays.

Commissions conjointes

A l'issue de la réunion, la délégation libanaise s'est rendue au siège du ministère des Affaires étrangères pour poursuivre les entretiens avec le ministre concerné. La discussion a essentiellement porté sur le processus de paix en cours.

SUITE PAGE 12

MITTERRAND SEUL, FACE A UNE DROITE TRIOMPHANTE LE P.S. EN ETAT DE «COMA AVANCÉ»

PARIS, 4 Avril (AFP). — Le Parti socialiste français, lamé par les élections législatives, a littéralement imploré une semaine plus tard, après un comité directeur dominé par des règlements de comptes, laissant le président François Mitterrand totalement isolé face à une droite triomphante (VOIR AUSSI P. 7).

Le comité directeur du parti, réuni jusqu'à tard dans la nuit de samedi à dimanche, a été dominé par des violents affrontements entre les principaux dirigeants d'un parti qui, après avoir occupé le pouvoir pratiquement sans interruption depuis 1981, n'a plus que 54 députés sur les 577 que compte l'Assemblée nationale.

Le bilan d'une «nuit des petits couteaux», selon l'expression d'un ancien ministre, est catastrophique pour le PS, qui n'a pas su résister aux luttes fratricides: le premier secrétaire Laurent Fabius, mis en minorité, a quitté avec ses amis la réunion, tandis que l'ancien premier ministre Michel Rocard, candidat déclaré à l'élection présidentielle de 1995, prenait la direction d'un parti en état de coma avancé.

M. Fabius, qui ne voulait pas convoquer de congrès ou d'états

généralux de la gauche avant la fin de l'année, a été obligé de céder à la suite d'un vote du comité directeur demandant la mise en place d'une direction provisoire.

M. Fabius a dénoncé une «maigreur d'appareil», tandis que ses amis, dont l'ancien ministre de l'Intérieur Paul Quilès, parlaient de «putsch».

Après la cinglante défaite politique de dimanche dernier, quand le parti qu'il a fondé en 1971 et les gouvernements de gauche qu'il a dirigés depuis 1981 ont été désavoués par l'électorat, avec 17,6% des voix seulement, le président François Mitterrand se trouve désormais plus seul que jamais, face à la droite hégémonique qui contrôle tous les leviers politiques du pays.

L'implosion du parti et l'offensive de M. Rocard, son adversaire

au sein de la gauche depuis plus de 25 ans, priment le président du dernier relais qui lui restait, soulignent les observateurs.

Les conséquences pour le Parti socialiste sont dramatiques: la division et la haine affichées par ses principaux dirigeants hypothéquent pour des années le moindre espoir de le voir se relever de ses ruines, estiment-ils.

Priorité à la reconstruction

M. Rocard, qui s'était imposé comme le patron du parti en pleine

SUITE PAGE 12

PREMIER RESULTAT CONCRET DU SOMMET CLINTON-ELTSINE: 1,6 MILLIARD DE DOLLARS A LA RUSSIE

BIEN QUE SUBSTANTIELLE, L'AIDE U.S. RESTE TOUTEFOIS BIEN INFÉRIEURE A CELLES ACCORDEES A ISRAËL ET L'EGYPTE

VANCOUVER (Canada), 4 Avril (AFP). — Les Etats-Unis vont fournir à la Russie de Boris Eltsine une aide économique immédiate d'un milliard et 600 millions de dollars: cette annonce faite dimanche par un responsable américain a été le premier résultat concret du sommet de Vancouver.

Après une première journée d'entretiens dans un climat d'entente, Bill Clinton et Boris Eltsine devaient expliquer au cours d'une conférence de presse commune les modalités et motivations de cette assistance économique qui vise à renforcer le passage de la Russie à la démocratie et l'économie de marché.

Selon un responsable s'exprimant sous couvert de l'anonymat, l'aide américaine se répartit en 600 millions de dollars de dons, 700 millions d'aide alimentaire et 230 millions d'autres crédits. «C'est le maximum que l'administration américaine peut faire avec les fonds à sa disposition», a-t-il expliqué.

L'aide de Washington, prévue pour l'année budgétaire 1993, est supérieure au chiffre d'un milliard auparavant cité, mais elle reste d'un montant modeste, comme l'avaient d'ailleurs reconnu les responsables américains. Par comparaison, Israël et l'Egypte, les deux plus importants bénéficiaires du programme d'aide américaine à l'étranger, doivent recevoir respectivement 3 et 2,1 milliards de dollars.

Des projets précis

Les 700 millions de dollars d'aide alimentaire représentent «des mesures intermédiaires destinées à rétablir l'accès de la Russie au marché des céréales américain», selon ce responsable.

Dans ses autres détails, le plan américain pour la Russie prévoit notamment 194 millions de dollars

SUITE PAGE 12

RATISSAGE DES CAMPS PALESTINIENS DE GAZA

GAZA (bande de Gaza), 4 avril (AFP). — L'armée israélienne, à la recherche d'activités palestiniennes et des caches d'armes, passait au peigne fin dimanche les camps de réfugiés de la bande de Gaza occupée, dont les Palestiniens n'ont plus le droit de sortir depuis lundi dernier.

Comme ils l'avaient fait vendredi dans le camp de Chatiri, les soldats de l'unité d'infanterie Golan ont cerné à l'aube celui de Maghazi (13 000 habitants) et ont imposé le couvre-feu, rassemblé les hommes de 15 à 40 ans dans la cour d'une école pour interroger et ont fouillé méticuleusement chaque maison, a-t-on appris de source militaire.

Sept Palestiniens ont par ailleurs été blessés par balles ce week-end lors d'affrontements entre militaires et manifestants dans le camp de Deir el-Balah, a-t-on indiqué de source palestinienne.

Lors des perquisitions, les soldats confisquent les couteaux, les haches et même des pistolets d'enfants, ont constaté les journalistes israéliens qui ont assisté à ces opérations.

«Nous entrons dans les maisons de suspects et nous les fouillons de fond en comble. Seul le chef de famille est autorisé à ouvrir les portes des chambres et des armoires. S'il sort un couteau ou digne une arme, on lui tire dessus», a affirmé un lieutenant de 22 ans, cité par le quotidien Yediot Aharonot.



La réunion entre les deux présidents, hier à Vancouver (Téléphoto AFP).

IMPRESSIONS DE LA SEMAINE PONCE PILATE ET CIE

PAR CHARLES HELOU

A qui pourrions-nous faire croire que le bannissement de plus de 400 Palestiniens, en pleine négociation israélo-arabes, était dicté par des conditions matérielles et urgentes? Comment ne pas y voir la volonté israélienne de compliquer les négociations avec les Palestiniens et, par suite de conséquence, avec les Arabes?

Nous l'avons suffisamment fait remarquer: Israël veut sans doute la paix, mais il ne veut pas et il ne peut pas en payer le prix. Le malheur est que le prix de la paix, on veut nous le faire payer à nous-mêmes, au Sud, puis au Nord et partout ailleurs. Il y a bien des tentatives les uns individuelles, les autres collectives, pour mettre fin à des violences exercées le plus souvent contre les populations civiles. On a-t-on vu, en effet, que les obus de la marine ou des hélicoptères israéliens savaient distinguer les combattants et les non-combattants?

Mais ces tentatives sont-elles vraiment faites pour aboutir, ou sont-elles destinées à permettre aux divers Ponce Pilate de se laver les mains du drame qui se poursuit? Ainsi les déclarations de M. Warren Christopher, au Congrès et ailleurs, nous semblent bien différentes des impressions qu'il nous a laissées au cours de sa visite au Liban.

Le seul passage du discours de M. Christopher qui nous semble mériter notre attention est celui où il se plaint de l'avarice de certains pays arabes. Mais c'est une avarice qui s'exerce à nos dépens beaucoup plus qu'à ceux de l'Amérique qui vend au Moyen-Orient ses missiles et ses avions pour des milliards.

Le Proche-Orient n'est pas la Yougoslavie, ni la Somalie, ni le Salvador. Il est une prise avec un occupant israélien que l'Occident lui-même a aidé à s'installer. L'Etat d'Israël qui hait les Palestiniens et qui accable le Liban est composé de Juifs venant de toutes les parties du monde. Il y a la Bulgarie, le Marocain, l'Ukrainien, le Yéménite, le Hongrois, le Polonais: tous se comportent comme chez eux en infligeant des sanctions aux habitants de la région qui ne veulent pas être dominés et au Liban qui n'a jamais voulu être qu'un havre de paix.

Cette logique mise en application est une logique d'extermination: l'extermination des individus et des Etats.

Nous ne disons pas que cette politique est effrayante parce qu'elle est israélienne. Nous disons qu'elle est effrayante parce qu'elle est effrayante.

Que signifient maintenant les déclarations américaines sur les droits de l'Homme et les droits des peuples? On nous parlait du «Monde Libre». C'est une liberté qui lui permet de laisser saccager le monde non libre.

C'est pour nous une consolation de savoir qu'un porte-parole du ministre français des Affaires étrangères a déclaré: «Ce qui s'est passé avec le raid au Liban constitue une aggravation de la situation dans cette région. Nous ne pouvons pas admettre, bien sûr, un raid qui constitue la violation d'une souveraineté nationale».

Voilà un langage clair. Il reflète, non seulement l'opinion du ministre Juppé, mais aussi de son très proche ami, Jacques Chirac. Au troisième jour de la formation du nouveau gouvernement, celui de M. Balladur, il faut prendre à la France une position qui est celle du droit et de l'amitié.

Ouverture d'une nouvelle agence à CHYPRE de la BANQUE du LIBAN et D'OUTRE-MER SAL

Réalis des opérations off-shore

BANQUE du LIBAN et D'OUTRE-MER SAL

17.000 Libanais portés disparus dans leur propre pays

En p. 4, une enquête de Rolla BEYDOUN

مجلس البعث
بخصوص الكرامة والشعب السيد

Made in U.S.A. و كاييسروي

FOR LADIES ONLY!

SANTIAGO

Nouvelle Collection



Le mari de Widad Hawani a été arraché à sa famille, de chez lui, en 1982. «Je n'ai pas pensé que ça pouvait être un enlèvement. Sinon, j'aurais crié».



Odette Salem, dont le fils et la fille ont été enlevés en 1985. «Ce jour-là, ma vie s'est arrêtée».



Bernard Pfefferlé, chef de la délégation du CICR au Liban, expose le cas des «FL».



M. Fouad Malek, les FL ont «procédé à des arrestations» de façon «régulière».



M. Hussein Khalil, le «Herzbollah» a «fait prisonniers des Israéliens ou des collaborateurs de l'ennemi».

LIVRES A ISRAEL...

Le problème des personnes enlevées au Liban reste délicat. Non seulement les diverses milices «y ont touché», mais les ramifications de cette affaire s'étendent hors du Liban, dans plusieurs pays voisins.

Quartier Hamra, rue du Koweït, siège du Comité international de la Croix-Rouge. Souriant, aimable, le chef de la délégation du CICR au Liban, M. Bernard Pfefferlé, consulte les dossiers et explique.

En 1987, les «FL» ont tué le chef de la délégation du CICR au Liban, M. Bernard Pfefferlé. Les «FL» ont été enlevés par les «FL».

Le CICR, dans le cadre de ses visites dans les prisons de milices, a personnellement vérifié les conditions de leur détention. En mai 1990, les «FL» ont tué le chef de la délégation du CICR au Liban, M. Bernard Pfefferlé. Les «FL» ont été enlevés par les «FL».

Le détenu hospitalisé, Ghassan Dirani, reçoit régulièrement depuis cette date la visite d'une équipe du CICR, mais les 5 autres n'ont pas été libérés, et sont emprisonnés dans des pénitenciers auxquels le CICR n'a pas accès.

Pour M. Pfefferlé, le cas des 6 «est différent de celui des autres Libanais détenus en Israël, car ils sont les seuls à avoir été capturés par une milice libanaise et transférés en Israël».

«Puis-je vous en parler d'autres milices et leur remise à d'autres pays? Nous n'avons pas reçu de la part d'autorités gouvernementales d'autres pays une confirmation de tels transferts, ce qui ne signifie pas qu'ils n'ont pas eu lieu».

HISTORIQUE DES ENLEVEMENTS

Un bref aperçu chronologique des faits, tel que présenté par M. Sinan Barakat, président du Comité de sauvegarde des libertés démocratiques, et représentant juridique du Comité des parents des personnes enlevées ou disparues.

1975. Début de la guerre, et véritable coup d'envoi des enlèvements. De 1975 à 1982, environ 12.000 à 13.000 Libanais sont enlevés. C'est la période des échanges en bloc.

1982. Invasion israélienne du Liban. Grande vague d'enlèvements. Surtout perpétrés par les milices de l'Est et l'armée, qui ont profité de l'entrée des Israéliens à Beyrouth. Les Forces libanaises ont enlevé 2111 personnes en 3 jours, et l'armée a «arrêté» 1100 personnes; 540 ont été relâchées, et 560 n'ont pas été libérées.

1983. «Le «Herzbollah» entre en scène et enlève des chrétiens et des étrangers. 1984. Après le 6 février et la prise de contrôle par le mouvement «Amal» et le «Parti socialiste progressiste» de l'ouest de Beyrouth, plus de 400 chrétiens sont enlevés, à l'Ouest et sur les lignes de démarcation.

17.000 LIBANAIS PORTÉS DISPARUS DANS LEUR PROPRE PAYS

• LE CALVAIRE DES PARENTS DES PERSONNES ENLEVÉES DURANT LA GUERRE •
• LE SILENCE DE L'ÉTAT • ET POUR LA PREMIÈRE FOIS, LES REPONSES DES MILICES

«Ma vie s'est arrêtée ce jour-là, et ne reprendra que lorsqu'il reviendra». «La nuit, je ne dors que d'un œil, toujours aux aguets, à l'affût d'un bruit, d'une ombre».

«Je ne sais pas s'il est mort ou vivant, si on le torture ou pas». Répliques tirées d'un feuilleton dramatique, extraits d'un film d'horreur? Non, la vie au quotidien des mères, sœurs, épouses, pères, frères et enfants des personnes enlevées durant la guerre.

Lui, «il», c'est ce frère que les éléments d'une milice ont intercepté à un barrage, où ce fils qui est sorti un jour pour ne jamais revenir à la maison, ou encore cet époux que l'on est venu arracher aux siens, chez lui. Des hommes pour la plupart, mais également des jeunes filles et des femmes.

«Ah, vous voulez parler de ces gens-là», s'exclament les responsables, presque dérangés, et avec une moue

24 septembre 1982. Adnan Hawani, 36 ans, se trouve avec son épouse Widad et ses deux enfants dans leur appartement de Ras el-Nabeh. On sonne. Adnan ouvre. Widad le suit et le trouve encadré par deux hommes qui lui présentent leurs cartes d'identité. Ils sortent des cartes attestant leur appartenance à l'armée. «Un accident de voiture», nous le ramènent dans 5 minutes. Elle descend au rez-de-chaussée avec eux, et les voit monter dans un véhicule «n'ayant rien de militaire».

«Je n'ai pas pensé que ça pouvait être un enlèvement. Sinon j'aurais crié», se souvient Widad. «J'ai retenu le numéro de la plaque d'immatriculation». Et le perpère a commencé. Widad s'est ruée au tribunal militaire, aux gardiens, mères, aux portes de police. «Personne n'était au courant de cet accident de voiture». Après quel temps, Widad a décidé d'entrer en contact avec les parents d'autres personnes enlevées, et un comité a vu le jour.

Jolie, mûre, intelligente et dynamique, Widad allume une cigarette et se souvient encore. Quelques mois après l'enlèvement, un officier de l'armée lui a proposé de rendre une visite à Adnan. N'ayant pu la contacter à temps, il lui a proposé de lui communiquer un message «oral» de son époux. Elle accepte, et, effectivement, il lui rapporte une phrase qui n'avait pu être prononcée que par lui. Mais, après l'explosion qui a vu l'ambassade américaine à Beyrouth, l'officier ne lui a plus donné signe de vie.

«Nous avons vécu des moments très marquants. Un jour, les «Forces libanaises» ont libéré 35 personnes. Je n'oublierai jamais cette journée. Dar el Farwa était comme une ruche d'abeilles. Les parents voulaient tous avoir des nouvelles des leurs». Widad est l'expression même de la détermination. «J'ai changé, j'ai découvert que les gens mentent, et n'ont pas de conscience, je suis devenue plus dure et plus forte».

17 septembre 1985. Richard et Christine Salem, 23 et 20 ans, quittent le bureau familial à Hamra et se dirigent en compagnie de deux de leurs oncles vers leur domicile à Sakiet el-Jazir. Arrivés près de la banque Al-Rafidain, ils déposent l'un de leurs oncles chez lui. A 14 heures, 30, leur mère, Odette Salem, s'inquiète. Elle monte chez son beau-frère, Georges Salem (leur second oncle), qui habite le même immeuble. Il n'est toujours pas rentré. Elle se rend chez un important responsable de la police, qui après plusieurs coups de téléphone, indique qu'ils ont été enlevés par une milice. Les traits saillants sous une chevelure blonde toujours bien coiffée, Odette essuie une larme, et raconte.

«Trois jours plus tard, des gens m'ont téléphoné demandant 100.000 livres. Je me suis entendue avec eux sur la somme de 50.000 livres et les ai retrouvés au lieu du rendez-vous. Mais ils se sont avérés être des voyous du quartier. Les contacts avec les divers partis de gauche n'ont pas assuré la libération de ses enfants, mais elle a reçu «des confirmations» de leur lieu de détention et du fait qu'ils sont encore en vie.

Fatiguée, lasse, Odette confie: «Ma vie s'est arrêtée, je ne vis pas, je ne sors que lorsque je rencontre des gens qui peuvent servir notre cause. Depuis 7 ans et demi chez nous, personne ne travaille. Mon mari est décédé en 1982. Je n'ai pas de revenus».

Odette rêve de ses enfants. «3 fois, j'ai vu Richard en rêve, et Christine une fois; je crois que c'était quand ils les déplaçaient». Et les responsables? Son visage s'empourpre, et Odette s'empare: «Ils veulent que nous nous taisions. Jamais. Nous n'avons peur de rien. Dieu nous donne la force. Nous avons été malades, nous ne vivons qu'en avalant des quantités de médicaments, mais nous sommes forts».

4 septembre 1982. Tayssir Khatib, 25 ans, commerçant, quitte son domicile à Tarik Jeddé et se dirige vers Souk el-Gharb pour s'assurer que ses frères et sœurs qui y passent l'été ne manquent de rien, avant de se rendre à Barja. Trois jours plus tard, sa sœur Awatef, qui vit avec

Soudain, les femmes accourent vers une dame, assise dans un coin. Que se passe-t-il? Une journaliste étrangère lui a procuré une

d'ennui, lorsque ce dossier est abordé. Un dossier lourd et triste, à l'image de cette guerre qui, outre les morts, a laissé derrière elle des blessés, des handicapés, et des disparus. Un dossier qui fait peur, qui rappelle trop de choses, et dont les responsables, de l'Etat et des milices, ont voulu croire qu'il était clos. Clos, il ne l'est sûrement pas pour les familles des 17.000 personnes qui ont disparu durant les événements. Il est bel et bien ouvert, comme une plaie béante qui fait mal, et ne pourra être fermé — c'est terrible — que si des réponses sans appel sont fournies aux familles éprouvées. Ce sont d'ailleurs les hauts responsables des milices eux-mêmes qui appellent au règlement de cette affaire, un règlement sans lequel ils ne pourront jamais être (relativement) blanchis, ni réussir leur mutation de «milices de la guerre» en «partis d'après-guerre». Mais pour passer à cet état de «paix», l'Etat se doit, précisément, de résoudre les questions restées en suspens au lieu de les éluder ou de les occulter. Car les familles, elles, sont consumées par cette interminable attente des leurs, portés disparus dans leur propre pays.

l'initié politique avec les factions liées à Israël des pratiques immorales perpétrées par les deux camps. Le «Herzbollah» n'a pas «enlevé», il a «fait prisonniers des Israéliens ou des collaborateurs de l'ennemi», tels les membres de la milice de l'ALS, ajoute le responsable du parti intégriste qui relève que le «Herzbollah» ne distingue nullement entre musulmans et chrétiens. «Le seul critère étant la collaboration avec Israël».

Devenu, pose, M. Khalil indique que sa formation ne s'est jamais livrée à des enlèvements «à caractère confessionnel», car elle «intervient pas au niveau purement local». De plus, «des enlèvements» sectaires, contredisent les principes de l'islam et du christianisme, ainsi que ceux de la morale. Arrive la question maladroite: «le «Herzbollah» détient-il toujours des personnes vivantes?»

«Oui», répond M. Khalil, «il demeure chez nous des collaborateurs que nous avons faits prisonniers lors d'opérations ou de batailles; mais uniquement des combattants, pas de citoyens ou de civils; d'ailleurs le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) leur rend souvent visite».

De quoi leur parlez-vous? «Nous essayons de les remettre sur la bonne voie, de les ramener à leur vraie citoyenneté».

Et la solution au dossier des personnes enlevées? «Lorsque l'Etat voudra régler ce problème, il pourra le faire; il suffit de le considérer comme prioritaire, et de lui accorder la même importance que d'autres dossiers, tels les déplacements ou les handicaps, pour lesquels on a créé des ministères spécifiques».

Notons qu'il y a quelques jours, le 26 mars, le «Herzbollah» a libéré un chrétien détenu depuis 3 ans, et rendu le corps d'un autre, tous deux soupçonnés par le parti intégriste d'appartenir à l'ALS.

«Zouk, bureau du chef d'état-major du parti des Forces libanaises. Après elles, passe par le bureau d'un charmant secrétaire, garni d'un portrait souriant de «shakim» et d'un autre de M. Fouad Malek, ce dernier me reçoit dans une pièce minuscule aménagée. Les cheveux et les moustaches grisonnants en tenue civile, veste de cuir, M. Malek, dès le début de l'entretien, établit une distinction entre les «FL» «d'avant» et celles «d'après 1986», date de l'infidélité qu'a portée M. Samir Geagea à leur tête.

«A partir de 1986, les «Forces libanaises» ont M. Malek, sont devenues une «armée privée comparable à une vraie armée. Nous ne pouvons donc plus parler d'enlèvements, mais d'arrestations». Gestes à l'appui, il explique qu'avant 86, le désordre régnait ainsi qu'une «folie meurtrière». Après 86, la guerre civile se poursuit, mais les «FL» sont devenues une «force régulière».

Lorsque Samir Geagea prend le contrôle des «FL», souligne M. Malek, les prisons étaient «vides». Depuis, «nous avons procédé à des arrestations» de façon «régulière».

Il s'agit de «criminelles de droit commun», ou d'individus ayant commis des «crimes politiques». Ils étaient tous «répertoriés» et ont été relâchés «par étapes», notamment dans le cadre d'échanges de détenus. Mais depuis 1991, «nous n'avons plus personne. J'ignore ce qu'il est advenu des personnes arrêtées par les «FL» avant 86, mais je suis sûr à 100% que nous ne détenons plus personne; d'ailleurs, nous n'avons même plus de local pour cela. Nous sommes un parti politique et nous ne pouvons nous permettre de garder en détention des Libanais».

Interrogé sur les 6 Libanais enlevés par les «FL» et livrés en 1991 à Israël (comme confirmé par le CICR, voir par ailleurs), M. Malek redouble de gestes et dément. La preuve: «Nous n'avons plus aucun contact terrestre ou maritime avec l'ALS. Dans le temps, avant la consolidation de la légalité, nous coopérons avec l'ALS sur le plan de la sécurité, plus aujourd'hui. Et de conclure en appelant à une solution à l'affaire des disparus, des partis et les milices avant de décider de participer à la phase de l'après-guerre, ils n'ont aucune raison de garder des détenus. S'il y a réellement entente nationale, il ne doit plus y avoir de disparus».

Si M. Malek ignore ce que sont devenues les «personnes arrêtées

Enquête et photos de Rola BEYDOUN